

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SORBIER, 25, rue Blanche.
(Affranchir).
L'un des gérants, rédacteur en chef
CAHAIGNY.

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DE REVOLI, 16.

3 mois. 6 fr. Départ. 9 fr.
6 — 12 — 18 —
Un an. 24 — 36 —



AVIS.

La démonstration qui devait avoir lieu mardi prochain, au tombeau de Cavaignac, est ajournée. La statue n'est pas encore terminée, et l'on attend l'arrivée du ministre de la guerre, par un sentiment que tout le monde comprendra.

Paris, 25 mars.

Nous ressentons à cette heure une tristesse profonde. Le tambour qui ordinairement bat la charge en tête des colonnes de la Presse est aujourd'hui voilé d'un crêpe, il rend un son lugubre; le peuple tout entier est invité au convoi. D'où vient donc un pareil désastre?

La Presse parle de la mort qu'elle attend au moyen de balles en pleine poitrine ou par les coups d'une multitude égarée. Ce journal verse des larmes amères sur le sort des cinq cents ouvriers qui, après le bris des presses, vont se trouver sur le pavé. Nous mériterions l'épithète de féroces, qu'on nous appliquait avec tant de largesse et de bonne foi, si nous n'étions pas émus de cette immense douleur.

Mais d'où vient-elle? La Presse parle de balles en pleine poitrine. Qui songe à cela? Personne, que nous sachions. Il nous est impossible d'assigner une cause prochaine à cette lamentation. Est-ce bien d'ailleurs le temps de parler de balles? M. de Girardin ne les craint pas, soit; nous l'admettons sans arrière-pensée; mais n'eût-il pas mieux fait de les affronter sur les barricades au 24 février? C'était là un baptême républicain de bon aloi, et, mort ou vif, M. de Girardin en aurait eu le bénéfice; car nous sommes justes, il le sait bien.

Aujourd'hui la guerre est finie; parler de balles est donc un hors-d'œuvre. Si l'on doit encore brûler de la poudre, ce qu'à Dieu ne plaise, ne sera-t-il pas loisible alors à chacun de choisir son camp et de montrer ce qu'il vaut?

L'épouvantail d'une multitude égarée s'acharnant sur un seul homme nous ferait sourire en toute autre occasion; mais, nous l'avons dit, la tristesse nous accable, et c'est tout au plus si nous pouvons réunir quelques mots en faveur de cette multitude si dramatiquement et surtout si gratuitement mise en scène.

Quiconque a vu la manifestation du 17 mars, l'une des plus mémorables journées de nos trois révolutions, n'a plus à choisir, s'il accuse le grand sens et la dignité des masses, que l'un de ces quatre refuges: les hallucinations de la peur, l'insouciance des grandes choses, l'effronterie du charlatan, l'absence complète de tout sentiment noble. Non-seulement le peuple ne met pas de cuirasse quand il faut affronter les balles, mais encore, ce qui est bien plus haut, il se garde de masquer son visage. Il dit nettement sa pensée, sans préparation, sans rouerie, sans rien de ce qui distingue les habiles de nos jours. Il ne se hisse point sur des échasses afin d'acquiescer à une grandeur factice; non, vraiment: il se pose comme il est, ac cessible à tout sentiment profond et religieux, ironique et méprisant pour tout ce qui s'entoure de clinquant de phrases ou de patriotisme d'emprunt. Il discerne avec un instinct merveilleux toutes les nuances délicates du sentiment, et s'il fallait citer l'appréciation d'un bon juge, Talma, le grand tragique, nous dirions que jamais il n'étudiait ses rôles avec plus de soin qu'au moment de se produire, en face du peuple, dans les représentations solennelles et gratuites. Il disait, ce grand Talma, que jamais il n'avait trouvé d'artiste aussi intelligent, aussi bon, aussi noble que le peuple.

Ah! c'est pour lui qu'il est vrai de répéter avec Vauvenargues: « Les grandes pensées viennent du cœur! »

Pour notre compte, nous faisons très-grand cas de l'idée; mais nous ajoutons que sans le cœur, elle a été trop souvent un des plus horribles fléaux de l'humanité.

J. CAHAIGNY.

LE PEUPLE ET L'ARMÉE.

Nous écrivions, il y a un an, les lignes suivantes que nous demandons la permission de transcrire ici :

« Parmi les institutions actuelles, quelles sont celles qui ont dû aider à la formation de l'unité future (de la nation)? Nous en comptons deux surtout, l'armée et la garde nationale. L'institution de l'armée entre pour beaucoup dans les causes qui ont précipité la révolution. Dès que le peuple put se faire tuer pour des intérêts qui n'étaient pas toujours les siens, le peuple fit un grand pas, car dès ce moment il acquit quelque importance et forcément commença à avoir conscience de lui-même. Ce sentiment acquis, tous les autres devaient s'en déduire : haine de l'étranger, amour-propre national, appétition de la liberté.

« Cette école de l'armée, telle qu'elle existait sous l'ancienne monarchie (avant 89), ne suffisait pas; il fallait la conscription, il fallait que chacun payât sa dette à la patrie. En outre, les monarques absolus, pour défendre leurs trônes, soulevaient des troupes étrangères, manifestant ainsi une odieuse défiance de ceux qu'ils nommaient leurs sujets. Remplacer ces corps sans âme, intéresser chaque homme au maintien de la sincérité et de l'honneur public, donner à chacun sa part de surveillance, créer en un mot un lien général de sympathie, telle fut la pensée génératrice à la-

quelle nous devons cette belle institution de la garde nationale.

« Or, l'armée et la conscription étaient le résultat forcé d'un état de choses exceptionnel. Elles permettaient de porter l'agression chez l'ennemi; elles faisaient les expéditions lointaines. A cet effet, il fallait des hommes d'abnégation qui ne tinssent à rien sur la terre. Position anormale, elle ne remplissait pas le but de l'homme; elle continuait le rôle des parias de l'Inde et du moyen âge. Il faudrait plaindre ces milices du courage et du dévouement, si l'on ne craignait d'effleurer en elles la gloire et la grandeur de la patrie. Leur existence se rattachait par des liens indissolubles à l'existence de la société; ces masses d'hommes sans famille, sans affection, rendaient ici la famille et l'affection possibles. C'étaient les Philènes qui se faisaient enterrer vivants aux confins des deux républiques rivales pour assurer la suprématie de leur pays.

« Cette époque, grande de tristesse, devait avoir son terme, lorsque les peuples, connaissant mieux leurs intérêts, cesseraient de se prêter aux passions désordonnées d'un prince égoïste, et remplaceraient un aveugle amour-propre national par le sentiment humanitaire. Suivant les belles expressions du Girardin Isard: « Les peuples, semblables à deux amis qui se battent dans l'ombre, se reconnaissent pour s'embrasser et tourner leurs communs efforts contre des instigateurs perfides. » Le populaire Charlet représente quelque part des esclaves, un bandeau sur les yeux, conduits par des rois contre les soldats d'un peuple libre. Ils ont été frappés; mais le bandeau est tombé des yeux, et désormais les rois auront beau faire : on ne les décidera pas à reprendre le poignard. »

Nous demandons ensuite qu'on mit un terme aux nécessités d'une paix rongeuse, en organisant l'armée sur une base plus générale; nous voulions la fin de la scission que le gouvernement déchu s'efforçait d'augmenter chaque jour dans son intérêt, en un mot la fusion du peuple et de l'armée.

Cette fusion s'est opérée sur les barricades, lorsque les soldats, refusant de faire feu, ont fraternisé avec leurs frères. Depuis, l'armée a dû quitter Paris pour aller occuper les frontières. Il y a quinze jours, des éventualités de guerre étaient encore probables. Aujourd'hui, nous ne croyons plus qu'il y ait de conflit possible avec les puissances de l'Europe. Les révolutions de Naples, de Milan, de Vienne, de Berlin, de Cracovie, l'agitation générale des peuples au delà du Rhin et des Alpes, cet essor unanime vers la liberté, tout cela constitue un droit nouveau qui est le véritable droit, le droit de l'humanité.

L'homme n'est plus Anglais, Français, Romain, barbare; il est concitoyen de l'empire de Dieu.

Cette tendance pacifique des hommes à se rapprocher les uns des autres nous permet de supposer qu'avant longtemps l'unité de la nation française sera définitivement reconstituée. Sous la République, il ne sera plus permis d'isoler l'homme de la famille, d'en faire un paria, une classe à part. Plus de scission. Tout le monde sera soldat. Riches et pauvres, tous seront égaux devant la loi du recrutement, tout le monde devra payer sa dette à la patrie.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans l'examen des nouveaux points de vue qui s'ouvrent devant nous. Une ère de paix commence pour le monde. Jusqu'à ce jour les peuples n'avaient entretenus que des relations presque toujours sanglantes. C'est par des coups de canon, par la dévastation et l'incendie qu'ils se révélaient les uns aux autres. Désormais ils ne marcheront qu'à des conquêtes pacifiques. Par suite, ces mutilations morales, dont toutes les nations sont encore douloureusement affectées, cesseront et feront place à la libre et toute-puissante expression de tous les cœurs, de toutes les âmes. L'homme complet dans la société complète, tel est notre but, que nous ne sommes pas loin d'atteindre. Un droit est acquis dès qu'il est reconnu, a dit le grand Lamennais. Les despotes et les préjugés ne sont plus là pour nous ôter une partie de nous-mêmes. Soyons donc heureux, soyons libres, soyons complets! Que les fragments violemment disloqués par une tension impie se rejoignent enfin, et nous verrons tomber les portes d'un avenir infini, et nous marcherons vers l'accomplissement des plus grandes choses.

Dans un article plein de contradictions, le Finistère se pose la question : « Où allons-nous? » et il se hâte de la déclarer insoluble.

« Paris n'est pas la France, » ajoute-t-il. Le Finistère croit-il donc nous apprendre quelque chose de nouveau? Mais à qui la faute? A la République ou à la monarchie. Si le gouvernement déchu avait profité des moyens mis à sa disposition par la plus puissante machine de gouvernement qui soit en Europe, l'assimilation de la France à Paris ne serait pas si loin de sa réalisation.

Si les dix-neuf vingtièmes de nos campagnes, si une grande partie des villes sont encore en dehors du mouvement politique, ce que je conteste d'ailleurs, n'en accusez que le juste-milieu et la contre-révolution de dix-huit ans que nous venons de briser hier.

Vous demandez au Gouvernement provisoire, à un gouvernement né hier et qui abdiquera demain, des actes dont l'accomplissement exige au moins quelques minutes. Vous prétendez qu'il se hasarde, qu'il court à l'aventure, en aveugle, sur une route semée d'écueils,

sans dire d'où il vient ni ce qu'il espère du temps. Comment vous, républicain sincère, pouvez-vous être alarmiste à ce point?

Quoi! les républicains devraient dire d'où ils viennent et ce qu'ils sont? Les missionnaires de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, vous ne savez pas ce qu'ils veulent! Mais vous qui admettez sans doute le principe de la souveraineté nationale, au lieu d'écrire un peu à la légère contre les commissaires du Gouvernement, que ne venez-vous à leur aide en vous constituant l'apôtre du dogme sur lequel doit se réédifier la société? Pourquoi trouvez-vous chez vous ces assertions imprudentes qui pourraient réveiller des espérances hostiles? « Que ferez-vous, dites-vous, si l'Assemblée nationale ne proclamait pas la République? » La Commune de Paris a déjà répondu à cette question, et il me semble qu'on ne devrait plus la poser, surtout depuis l'immortelle manifestation du 17 mars. Celui qui oserait soutenir que la République n'a pas reçu ce jour-là la consécration suprême, inéluctable, celui-là ne serait pas un vrai patriote, celui-là cacherait sous sa timide défiance la plus condamnable des hypocrisies.

Quant à ceux qui prendraient au sérieux ces prétentions antédiluviennes des partis égoïstes et corrupteurs, ceux qui croiraient que la République peut encore être mise en question, ceux-là feraient preuve d'une vacillation intellectuelle on ne peut plus blâmable, parce que l'hésitation n'est pas permise sur le seuil de la vérité. Tous les républicains qui par leur position peuvent exercer une influence sur l'esprit de leurs concitoyens ont charge d'âmes. Qu'ils commencent donc par s'éclairer eux-mêmes, et qu'ils éclairent ensuite les autres, mais qu'ils cessent d'effrayer des craintes exagérées.

La République était un principe il y a six semaines; aujourd'hui elle est un fait contre lequel toutes les protestations sont désormais chimériques. Elle est le soleil des peuples; nous ne souffrirons pas qu'on cherche à l'éclipser. Malheur à ceux qui voudraient nous coudre les paupières; nous ne reconnaissons à personne le droit de nous condamner aux ténèbres pour l'éternité.

Tous les choix du Gouvernement provisoire n'ont pas reçu notre approbation; sa religion a été surprise, nous le savons : nous avons déjà demandé et obtenu des révocations. Celles qui ne sont pas faites ne tarderont pas à l'être. Les comités électoraux et les clubs sont là pour compléter l'action des commissaires, qui ne peut être universelle. Que les bons citoyens fassent le reste. Vous le premier, vous qui êtes un démocrate sincère, vous lui viendrez en aide. Par ce concours de tous, la République s'établira sans secousses et sans violents efforts, car nous n'avons jamais douté de sa stabilité.

Le Finistère aime les citations. Nous l'engageons à méditer celle-ci. C'est la devise de la couronne de fer : Dieu me l'a donnée, malheur à qui oserait la toucher!

Une cérémonie touchante a eu lieu aujourd'hui, 25 mars, au Luxembourg. A midi et demi, une députation d'ouvriers, auxquels s'était joint un grand concours de monde, est venue, musique en tête et accompagnée du clergé, prier MM. Louis Blanc et Albert d'assister à la plantation d'un arbre de la liberté dans le jardin du palais.

MM. Louis Blanc et Albert se sont rendus, au milieu des acclamations de la foule, jusqu'au grand carré de gazon qui se trouve en avant de l'avenue de l'Observatoire. Là, tout étant disposé pour la plantation de l'arbre, après quelques mots prononcés par le prêtre chargé de la bénédiction, un ouvrier, muni d'une bêche, s'est avancé vers M. Louis Blanc et a dit avec un accent pénétré :

« A Louis Blanc et à Albert, premiers ouvriers de France, de jeter les premières pelletées de terre qui doivent fixer au sol de l'arbre la liberté. »

Visiblement ému, M. Louis Blanc a répondu en saisissant la bêche qui lui était offerte :

« PREMIERS OUVRIERS DE FRANCE! Qui pourrait, sans une émotion profonde, sans une gratitude immense, s'entendre donner ce beau titre! Mais à croire qu'on le mérite, n'y aurait-il pas un orgueil démesuré? »

« Oui, sans hésitation, nous nous mettons au nombre des ouvriers les plus dévoués de France, parce que nous nous sommes fait à nous-mêmes le serment de consacrer toutes nos journées, toutes nos heures, à ce grand travail du peuple à affranchir; mais quant au titre de premiers ouvriers de France, l'accepter serait se déclarer dignes d'un honneur que nous jugeons bien au dessus de nos services : non, la lice est ouverte, le titre de premier ouvrier de France est au concours.

« Une terrible parole a été prononcée il y a plus de cinquante ans, c'est que l'arbre de la liberté ne pouvait croître qu'arrosé du sang des rois; aujourd'hui nous plantons l'arbre de la liberté, mais nous ne voulons pas, nous, qu'il soit arrosé de sang. Nous permettons aux rois de vivre; la liberté est assez puissante pour n'avoir que faire de leur mort : qu'ils vivent! cela nous plaît ainsi!

« Certes, nous n'avons jamais été de ceux qui désavouent notre première révolution à cause des formidables extrémités où elle fut réduite; car ces extrémités furent couvertes, et comme sanctifiées par un prodigieux courage, par un dévouement sans exemple

dans l'histoire. Grâce au ciel, nous avons, nous, de moins sombres destinées à accomplir. Voyez! à peine portés aux affaires par le flot du peuple, qu'avons-nous fait? Nous avons aboli la peine de mort en matière politique, et nous avons déclaré à l'Europe des rois que nous nous contenterions de rester debout devant elle, la main sur la garde de notre épée! C'est que nous avions la conviction glorieuse que pour donner à la liberté l'empire du monde, il nous suffisait de la proclamer.

« Eh bien! cette prophétie de nos cœurs, la voilà maintenant qui partout se réalise. Sans qu'un seul glaive, chez nous, soit sorti du fourreau, toute l'Europe s'est trouvée irrésistiblement soumise à notre propagande. Le cri de « Vive la République! » poussé à Paris, a été entendu et répété par le monde! L'esprit de la Révolution est passé comme un souffle invincible sur l'Allemagne, sur l'Italie et même sur l'Angleterre: les trônes que l'on croyait les plus solides sont partout ébranlés.

« Voilà ce qui caractérise l'immortelle différence de ces deux révolutions, sœurs étroitement unies, toutefois, et inséparables.

« Ouvriers! un de vous nous disait dernièrement, à propos de cette solennelle manifestation qui, il y a quelques jours, faisait l'admiration de Paris: « Nos pères, pour réclamer leurs droits, furent réduits à la nécessité cruelle de promener des têtes au bout des piques; il nous suffit à nous de parcourir paisiblement les rues en nous tenant par la main! » Rapprochement plein de vérité, plein de profondeur, et qui rentre dans la définition toute moderne de la liberté par l'étude, par la science, par la paix, par l'amour!

« Puisse cet arbre, considéré comme symbole, grandir jusqu'au ciel, et, suivant le mot d'un grand réformateur du seizième siècle, puissent ses branches s'étendre assez loin pour que tous les peuples unis viennent un jour se reposer sous son ombrage! »

Ce matin, à 8 heures, a eu lieu au Luxembourg, sous la présidence de M. Louis Blanc, une réunion d'ouvriers représentant les ateliers de MM. Derosne et Cail. Là, en présence de ce dernier, on a discuté longuement sur le système provisoire à adopter pour la reprise immédiate des travaux, ainsi que sur un système qui pût être définitif. Après avoir envisagé la question sous tous ses aspects, la réunion a adopté, quant au système provisoire, le projet suivant:

Système provisoire à établir.

1° Les ouvriers mécaniciens de l'atelier Derosne et Cail forment entre eux une association basée sur ce principe adopté dès à présent que s'il arrivait par hasard que la masse des travaux à exécuter ne fût pas en rapport avec le nombre des travailleurs, elle sera répartie de manière à ce qu'aucun d'eux ne soit privé de travail, c'est-à-dire de pain.

Les ouvriers eux-mêmes détermineront lequel de ces deux systèmes il convient de choisir:

Ou bien égalité dans la répartition des salaires et du bénéfice à la fois.

Ou bien égalité dans la répartition du bénéfice seulement.

2° La somme des salaires actuellement payés aux ouvriers mécaniciens ne sera pas changée; seulement, l'entrepreneur s'engage à y ajouter, sous forme de bénéfices, un onzième du prix des façons, calculé sur la moyenne des prix de chaque pièce depuis le commencement du prix de la commande jusqu'à ce jour, à condition toutefois que cela sera possible, ce qui sera examiné par le commissaire délégué à cet effet, et auquel seront adjoints une commission nommée par les ouvriers et un ingénieur.

3° Le commissaire, la commission nommée par les ouvriers et l'ingénieur auront à s'occuper, par mission spéciale, de jeter les bases du système définitif à adopter, en partant de ce principe qu'il est de la plus haute importance de sortir du provisoire aussi promptement que possible.

M. Vidal est nommé commissaire aux fins ci-dessus, sur la désignation même des ouvriers présents.

23 mars 1848.

CH. DEROSNE et CAIL, DREVET, LAVOYE, COLLIN.

Le maire du 1^{er} arrondissement:

A. DURAND SAINT-AMAND.

Approuvé:

LOUIS BLANC.

membre du Gouvernement provisoire.

A la suite de la séance, il a été convenu que MM. Louis Blanc et Albert se rendraient à la réunion générale des ouvriers pour y expliquer ce système et y développer les motifs qui en ont déterminé l'adoption.

En conséquence, en l'absence de M. Albert, appelé au conseil, MM. Louis Blanc et Vidal sont partis à deux heures du Luxembourg pour se rendre au quai de Billy, où les ouvriers mécaniciens les attendaient au nombre d'environ 1,500.

M. Louis Blanc, dans un discours plein d'émotion, a développé devant les ouvriers les avantages de l'association et de l'association fondée sur le sentiment de la fraternité. Ce discours et la nouvelle que sur la désignation des délégués M. Vidal avait été choisi pour arbitre, ont été accueillis avec un enthousiasme dont rien ne peut rendre le caractère à la fois noble et touchant.

M. Vidal alors a pris la parole pour remercier l'assemblée de ses témoignages de confiance, et il a ajouté qu'il était heureux de pouvoir maintenant servir, par des actes, cette cause du travail qu'il avait jusqu'alors servie par ses écrits.

L'assemblée a répondu par les plus vives acclamations. Enlevé du bureau que les ouvriers avaient improvisé dans une espèce de hangar, M. Louis Blanc a été porté à sa voiture de main en main aux cris mille fois répétés de: Vive la République!

La plupart des journaux ont reproduit la lettre que le citoyen Sobrier nous a adressée en mettant à la disposition du Gouvernement la somme de 20,000 fr. pour créer le capital social qui récompenserait les travaux de l'ouvrier et de l'agriculteur. Chacune de ces feuilles l'accompagne d'une adhésion bien sentie et chaudement exprimée, telle enfin que le demande un acte de si haut patriotisme.

Voici ce que dit le Corsaire, entre autres:

« M. Sobrier, républicain éprouvé, vient d'adresser à

la Commune de Paris une lettre vraiment digne qui, nous l'espérons, ne manquera pas de trouver des imitateurs. C'est par de semblables actes qu'on donnera à la France une république grande et forte. Que tous les citoyens montrent autant de dévouement, et bientôt tous les trônes de la vieille Europe crouleront devant cette trinité resplendissante inscrite sur notre drapeau républicain: Liberté, Egalité, Fraternité. »

La République fera le tour du monde.

A Varsovie, les régiments russes ont, dit-on, livré la citadelle à la population polonaise.

— Des Allemands, en nombre considérable, sont partis avant-hier de Paris pour aller porter la République à Vienne, Dresde et Berlin. La République y est arrivée avant eux; mais ils continueront leur route pour l'y affermir.

— Hier, l'association des patriotes belges s'est mise en route, dans le même but, pour la Belgique. La République y sera aussitôt qu'eux.

— Les Polonais ne sont pas restés oisifs de leur côté, et les échos de la Vistule vont répéter encore des cris de liberté. La République de Cracovie a déjà retrouvé la parole!

Paris est la matrice de la liberté, et la France, grosse du bonheur du monde, a enfin tressailli le dernier mouvement de la délivrance.

Vive la République!

Constantinople, Pétersbourg et Moscou, elles-mêmes, sauront bientôt dire ces mots à la française.

Les ouvriers boulangers se sont rendus aujourd'hui en masse à la préfecture de police. Leur députation ayant été reçue par le citoyen Caussidière, il est descendu afin de porter lui-même la réponse. Dans une allocution pleine de bon sens et de chaleur, il a fait vite comprendre à ces utiles ouvriers quelle était la ligne à suivre dans ces temps où le désintéressement des travailleurs est à l'ordre du jour.

Qu'ils écoutent toujours leurs bonnes inspirations; qu'ils ne perdent pas de vue que les réunions, tout inoffensives qu'elles soient, sont exploitées par les hommes de la régence et du légitimisme contre le Gouvernement républicain. Ce Gouvernement veille avec la plus grande sollicitude sur les intérêts du peuple; ce Gouvernement veut la justice pour tous, l'égalité pour tous, le bien-être pour tous. Mais il faut lui laisser le temps de bien faire: on ne change pas du jour au lendemain un vieux monde infecté encore des traditions du moyen âge et de l'égoïsme sordide de nos derniers temps. Patience donc pendant quelques jours encore; vigilance, courage et surtout confiance!

A TOUS NOS CONCITOYENS.

Nous prions nos concitoyens, et notamment nos frères les ouvriers, de se présenter dans la journée d'aujourd'hui à leurs mairies respectives pour demander et au besoin exiger leur inscription sur les listes électorales.

Nous leur rappelons que le délai fixé par le Gouvernement provisoire expire ce soir à minuit.

Nous invitons, nos concitoyens, dans le cas où il leur serait fait quelque difficulté, à en référer immédiatement au Gouvernement provisoire.

La Commission de surveillance du club de la Révolution.

Ribeyrolles, Cahagne, Gallot, Daviot, Laugier, Delavigne.

Nota. La présentation du livret seul suffit pour établir la qualité d'électeur.

Le citoyen Pierson, ex-chirurgien de la garde impériale, vient d'adresser aux électeurs de Bar-sur-Aube un manifeste dont nous extrayons les passages suivants:

« Chers concitoyens,

« C'est parce que je suis profondément dévoué par caractère aux principes démocratiques, qui ont fait proclamer en France le gouvernement républicain; c'est parce que j'adopte la République comme un principe: c'est parce que, comme tous mes amis politiques, les Laffauiers, les Vanlabelle, les Rey de Grenoble, etc., j'offre à cette cause les garanties de conviction, de moralité, de patriotisme et de dévouement énergique qui peuvent inspirer la confiance au pays, que je viens offrir mon concours à vos libres suffrages pour faire partie de cette assemblée qui va bientôt asseoir la France républicaine sur des bases inébranlables.

« C'est ainsi que je ne cesserai:

« De proclamer la souveraineté du peuple;

« L'unité, l'indivisibilité de la République française et la fraternité;

« L'instruction primaire publique et gratuite obligatoire pour tous;

« La liberté individuelle;

« La liberté de la presse, de tous les modes d'exprimer la pensée, sauf la répression légitime du jury.

« L'établissement progressif et proportionnel de l'impôt;

« La diminution de l'impôt sur tous les objets de première nécessité, l'augmentation de celui des objets de luxe;

« La responsabilité sérieuse de tous les agents du pouvoir;

« La justice gratuite;

« La liberté absolue du droit d'association, etc., etc., etc. »

Le citoyen Charles-Abdon Thomas se présente aux élections de la Meurthe.

Le citoyen Rosières se présente à celles de Seine-et-Oise.

Les électeurs de ces deux départements s'empresseront de les couvrir de leurs suffrages. Tout le monde connaît leur patriotisme longtemps éprouvé. Ils seront à l'Assemblée constituante les représentants de la pure démocratie. C'est d'eux surtout que l'on peut dire ce que Béranger disait de Manuel: « Bras, tête et cœur, tout était peuple en lui. »

Le citoyen Sauret, receveur de l'enregistrement à

Tonnay (Charente), a adressé au citoyen Caussidière, préfet de police, un mandat de 195 fr. 60 c., produit de deux collectes faites par les patriotes de la ville dans un banquet et dans un bal en faveur des blessés de Février.

Le comité d'élection de la Charente porte à la députation divers candidats, parmi lesquels nous trouvons Audry de Puyraveau. Nous ne pouvons que nous féliciter de ce choix, et nous l'appuyons de toutes nos forces.

Dans le compte-rendu de la séance du club de la Révolution, inséré dans le *Moniteur des Clubs* du 25, on a mal rendu mes paroles en me faisant dire que le Comité central qui s'était constitué pour les élections était en partie composé d'hommes hostiles à la Révolution; je ne me suis occupé que du principe et non des personnes. J'ai dit qu'un Comité central devait être le produit des élections de tous, et non le résultat du concours spontané de quelques citoyens.

MAILLARD.

LA SOCIÉTÉ SUISSE DU GRUTLI invite tous les Suisses résidant à Paris à vouloir bien se réunir aujourd'hui dimanche, 26 mars, à deux heures précises, dans la salle Molière, passage Molière, rue Saint-Martin, pour discuter différentes questions importantes, organiser des réunions régulières, traiter les grandes questions à l'ordre du jour et prendre part, en un mot, au mouvement actuel des idées.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Sur le rapport de la commission de gouvernement pour les travailleurs;

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que la spéculation s'est emparée du travail des prisonniers, lesquels sont nourris et entretenus aux frais de l'Etat, et qu'elle fait ainsi une concurrence désastreuse au travail libre et honnête;

Considérant que les travaux d'aiguille ou de couture, organisés dans les prisons ou dans les établissements dits de charité, ont tellement avili le prix de la main d'œuvre, que les mères, les femmes et les filles des travailleurs ne peuvent plus, malgré un labeur excessif et des privations sans nombre, faire face aux besoins de première nécessité;

Considérant qu'il y aurait à la fois injustice et danger à tolérer plus longtemps un état de choses qui engendre la misère et provoque l'immoralité,

Décète:

Art. 1^{er}. Le travail dans les prisons est suspendu.

Art. 2. Les marchés passés avec des entrepreneurs pour le travail des prisonniers seront résiliés immédiatement; s'il y a lieu à indemnité, le montant en sera payé par l'Etat et réglé, soit de gré à gré entre les parties intéressées, soit par les tribunaux compétents, après rapports d'experts.

Art. 3. La même mesure s'applique aux travaux accomplis par des militaires en activité de service, ou recevant de l'Etat la solde, l'entretien, la nourriture et le logement.

Art. 4. A l'avenir, les travaux exécutés, soit dans les prisons, soit dans les établissements de charité ou dans les communautés religieuses, seront réglés de manière à ne pouvoir créer pour l'industrie libre aucune concurrence fâcheuse.

Art. 5. Le citoyen ministre de l'intérieur, le citoyen ministre de la guerre et le citoyen ministre de l'instruction publique et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et des règlements qui devront en assurer l'efficacité.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement, le 24 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Considérant les abus du compte de retour qui pèsent sur le commerce, et qui, dans les circonstances actuelles surtout, aggravent ses charges,

Décète:

Provisoirement les articles 178 et 179 du Code de commerce sont modifiés de la manière suivante:

« Art. 178. La re traite comprend, avec le bordereau détaillé et signé du tireur seulement, et transcrit au dos du titre:

« 1° Le principal du titre protesté;

« 2° Les frais de protêt et de dénonciation, s'il y a lieu;

« 3° Les intérêts de retard;

« 4° La perte de change;

« 5° Le timbre de la re traite qui sera soumise au droit fixe de 55 centimes.

« Art. 179. Le rechange se règle, pour la France continentale, uniformément comme suit:

« 1/4 p. 0/0 sur les chefs-lieux de département;

« 1/2 p. 0/0 sur les chefs-lieux d'arrondissement;

« 3/4 p. 0/0 sur toute autre place.

« En aucun cas il n'y aura lieu à rechange dans le même département.

« Les changes étrangers et ceux relatifs aux possessions françaises en dehors du continent seront régis par les usages du commerce.

« Art. 180. L'exécution des art. 180, 181, 186 du Code de commerce et de toute autre disposition de lois est suspendue. »

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Vu les arrêtés proposés par la commission extraordinaire du Gouvernement provisoire,

Vu le rapport des procureurs généraux,

Vu le rapport du ministre de la justice,

Le Gouvernement provisoire décrète:

Art. 1^{er}. Les suspensions provisoires prononcées

contre des magistrats par les commissaires extraordinaires du Gouvernement sont approuvées. Elles dureront jusqu'à ce que le ministre de la justice, spécialement délégué à cet effet, en ordonne autrement.

Art. 2. Des arrêtés individuels seront transmis par le ministre à chacun des magistrats suspendus.

Art. 3. Depuis le jour où la suspension a été prononcée jusqu'au jour où elle pourrait cesser, le traitement des magistrats suspendus cesse et appartient au trésor national.

Art. 4. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 24 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret portant que les municipalités devront fournir l'habillement aux gardes nationaux qui ne pourraient en faire les frais;

Considérant que cette mesure est d'intérêt public, qu'elle assure du travail aux ouvriers et qu'elle a été commandée non point au profit des villes, mais par des raisons d'ordre et d'utilité générale,

Décète :

Les marchés passés ou à passer par la ville de Paris pour l'achat de drap et la confection d'uniformes ou tous autres marchés ayant pour but le même objet, ne seront point soumis au droit de timbre et d'enregistrement.

Fait en conseil de Gouvernement, le 24 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que l'affectation donnée aux bâtiments du Temple est complètement irrégulière; qu'on a ainsi compromis un principe fondamental et engagé au détriment du trésor un domaine de l'Etat,

Décète :

L'affectation donnée au Temple est révoquée; l'Etat rentre en possession du bâtiment et de toutes les appartenances;

Une commission sera nommée pour indemniser la communauté actuellement en possession des travaux et constructions qui ont pu être faits dans l'intérieur de ce domaine.

Fait en conseil de Gouvernement, le 24 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Rapport fait au Gouvernement provisoire par le secrétaire général directeur du comptoir national d'escompte.

Citoyens,

Le crédit privé est uni par des liens intimes au crédit public. Si l'un et l'autre sont affaiblis aujourd'hui, ce n'est pas la Révolution, constatons-le sans cesse à son honneur, qu'il faut accuser de cet affaiblissement. La confiance est la source unique du crédit. Et quelle révolution dut jamais inspirer une confiance plus grande, plus légitime que la nôtre? Tous les actes de la République, empreints de ces principes d'éternelle justice, de liberté, d'égalité et de fraternité, n'ont-ils pas été salués par les acclamations du monde entier? Ces principes ne vont-ils pas devenir la loi universelle de l'humanité? Et, dès lors, qui pourrait craindre l'antagonisme entre les citoyens d'un même pays, la guerre entre les différents peuples?

Loin de porter atteinte aux valeurs publiques et privées, la Révolution les aurait consolidées si la monarchie n'avait pas systématiquement lancé le pays dans les spéculations les plus hasardeuses, dans l'agiotage le plus honteux; si le crédit n'avait pas été constitué par elle sur des bases fausses, immorales, qui portaient en elles-mêmes les germes de sa ruine.

La révolution a précipité l'explosion d'une crise inévitable; elle ne l'a pas causée.

Pour réparer les désastres du passé, pour assurer la prospérité de l'avenir, il faut rentrer dans des voies de moralité, il faut modifier profondément les bases même du crédit.

A des institutions fondées sur des intérêts égoïstes, au profit exclusif d'un petit nombre de privilégiés, il faut substituer des institutions fondées sur les intérêts de tous, au profit de tous, c'est-à-dire des institutions démocratiques, qui généralisent, qui républicanisent le crédit.

Ces institutions, le Gouvernement provisoire les a créées en grande partie, non pas seulement comme des expédients accidentels nés des nécessités du moment, mais encore comme se rattachant à un système normal destiné à répondre à tous les besoins de l'avenir.

Les mesures relatives à la banque de France et aux banques départementales, l'établissement d'un comptoir national d'escompte à Paris, modèle d'établissements semblables dans les départements, et la création de magasins de dépôt, tendent déjà à assurer à la haute industrie et au commerce intermédiaire tous les bienfaits du crédit.

Le projet de décret que nous vous présentons, citoyens, entre naturellement dans l'ensemble du système républicain en matière de crédit industriel. Il crée sur tous les points du territoire des sous-comptoirs de garantie qui portent les facilités de l'escompte jusque dans les plus faibles régions de la vie industrielle, commerciale et agricole. Désormais tous les intérêts, toutes les positions, tous les commerçants, tous les industriels, tous les travailleurs, participeront également aux avantages sociaux. Aucune espèce de valeur, quelque minime qu'elle soit, ne restera stagnante et improductive; elles entreront toutes sans exception, par des signes représentatifs, dans la circulation générale, qui, ravivée par tant de sources nouvelles, redonnera bientôt à toutes les transactions une immense et féconde activité.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire, directeur du comptoir national d'escompte, PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que le décret du 8 mars 1848 relatif aux comptoirs nationaux d'escompte ne permet à ces établissements de faire l'escompte que des valeurs revêtues de deux signatures au moins;

Que le plus grand nombre des petits commerçants, des industriels et des agriculteurs ne peuvent avoir cette seconde signature; qu'ils se trouvent ainsi privés des ressources du comptoir, n'ayant d'autres moyens de crédit qu'un actif nécessairement immobilisé entre leurs mains;

Qu'il importe de faire participer aux bienfaits du crédit, par des institutions démocratiques, tous les membres de la société qui en avaient été déshérités jusqu'à présent;

Sur la proposition du secrétaire général du Gouvernement provisoire, directeur du comptoir national d'escompte,

Décète :

Art. 1^{er}. Dans les villes où un comptoir d'escompte existera, il pourra être établi, soit par localité, soit par agrégations d'industries, des sous-comptoirs de garantie destinés à servir d'intermédiaire entre l'industrie, le commerce et l'agriculture, d'une part, et les comptoirs nationaux d'escompte, de l'autre.

Art. 2. Les sous-comptoirs seront organisés au moyen de sociétés anonymes, dont le fonds social ne pourra être moindre de 100,000 fr., divisé en actions au porteur de 100 fr. chacune. Ils seront autorisés à fonctionner quel que soit le nombre des actions souscrites.

Art. 3. Le directeur de ces sous-comptoirs sera nommé par le ministre des finances, et sera de droit président du conseil d'administration.

Une commission sera en outre déléguée par le comptoir de la circonscription près de ce conseil d'administration, et chargée de surveiller les opérations du sous-comptoir.

Art. 4. Les opérations des sous-comptoirs consisteront à procurer aux commerçants, industriels et agriculteurs, soit par engagement direct, soit par aval, soit par endossement, l'escompte de leurs titres et effets de commerce auprès du comptoir principal, moyennant des sûretés données aux sous-comptoirs par voie de nantissement sur marchandises, récépissés des magasins de dépôt, titres et autres valeurs.

Art. 5. Le fonds social des sous-comptoirs n'est pas destiné à la réalisation de l'escompte, mais seulement à garantir les opérations du sous-comptoir envers le comptoir principal.

En conséquence, tous les fonds constituant le capital social seront versés au comptoir principal, dont le sous-comptoir de garantie formera l'annexe, et portés au crédit de ce dernier et productifs d'intérêts.

Art. 6. Les sous-comptoirs ne pourront se livrer à aucune opération, de quelque nature qu'elle soit, si ce n'est comme intermédiaires du comptoir principal, afin que l'actif des sous-comptoirs soit exclusivement affecté à la garantie des opérations admises par le comptoir principal.

Art. 7. Pour compléter, et même pour augmenter leur capital social, les sous-comptoirs seront autorisés à faire sur chaque opération une retenue de 5 p. 100, qui sera portée au crédit de chaque commerçant, industriel ou agriculteur, lequel deviendra propriétaire d'une action à mesure que ces retenues auront atteint le chiffre de 100 fr.

Art. 8. Les sous-comptoirs seront autorisés à prélever, sur le produit net des sommes procurées, 14 p. 100 par mois de commission, indépendamment des frais de magasinage ou autres.

Art. 9. Par dérogation aux dispositions du Code civil, relatives à l'exécution et aux effets du nantissement, les sous-comptoirs sont autorisés, huitaine après une simple mise en demeure, sans qu'il soit besoin d'aucune autorisation de justice, à faire procéder à la vente publique des marchandises données en nantissement par les officiers ministériels compétents.

Art. 10. Tous actes qui auront pour objet de constituer les nantissements au profit des sous-comptoirs par voie de transport ou autrement, et d'établir leurs droits comme créanciers, seront enregistrés au droit fixe de 2 fr. 20 c.

Art. 11. Les actes de société contenant les statuts des sous-comptoirs seront dispensés de l'avis du conseil d'Etat et de toute formalité autre que l'inscription au *Bul. élin des lois*.

Ils seront passés en présence du directeur, nommé par le ministre, et enregistrés gratuitement.

Art. 12. Les dispositions des lois antérieures ne seront pas applicables en ce qu'elles peuvent avoir de contraire au présent décret.

Le ministre des finances et le directeur du comptoir national d'escompte sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 24 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Voulant venir en aide aux embarras momentanés du commerce, en diminuant les frais de prêt, les droits d'enregistrement, et les émoluments attachés à chacun de ces actes, décrète :

Art. 1^{er}. Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le tarif actuel est modifié.

Art. 2. Les actes de prêt seront désormais dressés sans assistance de témoin.

Fait à Paris, en séance du Gouvernement, le 25 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Paris, le 24 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur, Considérant que si la création des chemins vic-

naux de grande communication, due à la loi du 21 mai 1836, a été d'une grande utilité pour le petit rouage et les localités traversées par ces lignes, les chemins vicinaux proprement dits, si nécessaires à la production agricole, n'ont point éprouvé l'amélioration qu'on était en droit d'espérer des sacrifices imposés aux communes;

Que cet état, qui a excité depuis plusieurs années des plaintes générales, tient en grande partie à un défaut de proportion entre les ressources de natures différentes fournies par cette loi, et à une déperdition considérable de ces mêmes ressources qu'il est urgent de faire cesser;

Que les cours d'eau non navigables, trop longtemps négligés, exigent un entretien régulier, soit pour le curage, soit pour l'endiguement; que les irrigations, dépendantes immédiatement de ces cours d'eau, doivent être favorisées comme un puissant moyen de développer l'industrie agricole, et d'augmenter les subsistances par une plus grande quantité de bestiaux et d'engrais destinés à la culture des céréales;

Vu le décret du 4 thermidor an 10, qui charge les conseils municipaux de proposer l'organisation qui leur paraîtrait devoir être préférée pour la prestation en nature;

La loi du 28 juillet 1824 et celle du 21 mai 1836; Le vœu émis en 1846, par le congrès central d'agriculture pour qu'il soit fixé, sur l'avis des conseils d'arrondissement et des conseils généraux, un chiffre de contributions directes au-dessous duquel les habitants de la commune cesseraient d'être soumis à la prestation;

Arrête :

Art. 1^{er}. Une commission composée de huit membres est formée pour examiner les modifications à faire subir à la législation vicinale en ce qui touche les ressources indiquées pour l'amélioration des chemins vicinaux.

Art. 2. Cette commission proposera en outre une organisation pour le service central des chemins vicinaux et des cours d'eau non navigables, et pour celui des agents voyers, principalement en ce qui concerne les rapports de ces agents avec les autorités municipales.

Art. 3. Sont nommés membres de la commission, Les citoyens : Ormenin, vice-président du conseil d'Etat; Jules Favre, secrétaire général au ministère de l'intérieur;

Lamberterie, chef du cabinet du secrétaire général au ministère de l'intérieur, avocat à la cour d'appel de Paris;

Hermann, chef de division à l'administration départementale et communale au ministère de l'intérieur; Jules Cambacérès, ingénieur en chef, attaché au service des chemins vicinaux;

Barré-Saint-Venant, ingénieur en chef des ponts et chaussées;

Cazeaux, ancien ingénieur hydrographe; Bost, ancien sous-préfet.

LEDRU-ROLLIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Vu le décret du Gouvernement provisoire sur les établissements tontiniers,

Arrête :

Article unique. Les arrérages et annuités perçus jusqu'à ce jour et qui n'auraient pas été convertis en rentes, et ceux à percevoir à partir de ce jour, seront provisoirement versés au trésor public, sous la garantie de l'Etat.

Paris, le 24 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, GARNIER-PAGÉS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre de l'intérieur,

Considérant que si l'Etat doit au peuple le travail qui le fait vivre, il doit aussi encourager tous les efforts tendant à le faire participer aux jouissances morales qui élèvent l'âme;

Considérant que les représentations des chefs-d'œuvre de la scène française ne peuvent que développer les bons et nobles sentiments;

Sur l'offre faite par le citoyen Lockroy, commissaire du Gouvernement près le théâtre de la République;

Vu le rapport du directeur des beaux-arts,

Arrête :

Le commissaire du Gouvernement près le théâtre de la République est autorisé à donner gratuitement, et à des époques rapprochées, des représentations nationales;

Ces représentations seront composées des ouvrages des maîtres de la scène française, interprétés par l'élite des artistes du théâtre. Dans les entr'actes, des masses musicales exécuteront des airs et des chants nationaux.

La salle sera divisée en stalles numérotées; chaque stalle aura son billet.

Ces billets seront envoyés par portions égales et par coupons de deux places aux douze municipalités de Paris, à l'hôtel de ville et à la préfecture de police, pour être distribués dans les ateliers, les clubs, les écoles, aux citoyens les plus pauvres; la ils seront tirés au sort.

Paris, le 24 mars 1848.

LEDRU-ROLLIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 15 mars dispensant la banque de France de l'obligation de rembourser ses billets avec des espèces, et ordonnant qu'ils seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et les particuliers;

Considérant que la mesure prise pour empêcher l'épuisement métallique de la banque de France doit être étendue, par les mêmes motifs, aux banques départementales;

Attendu que, loin de permettre la suspension ou la restriction des escomptes des banques départementales, le Gouvernement de la République doit donner à ses établissements les moyens de fournir à l'industrie et au commerce de puissants instruments de crédit, et de faciliter aux comptoirs nationaux d'escompte le renouvellement de leur capital;

Attendu que la limitation formellement stipulée des émissions donne au public toute la sécurité désirable, Décrète :

Art. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, les billets des banques de Lyon, Rouen, Bordeaux, Nantes, Lille, Marseille, Le Havre, Toulouse et Orléans, seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers dans la circonscription du département où chacun de ces établissements a son siège.

Art. 2. Jusqu'à nouvel ordre, les mêmes banques sont dispensées de l'obligation de rembourser leurs billets avec des espèces.

Art. 3. En aucun cas le chiffre des émissions de chacune de ces banques ne pourra dépasser les limites ci-dessous fixées :

Pour la banque de Lyon, 20 millions de francs ;
Pour la banque de Rouen, 15 millions ;
Pour la banque de Bordeaux, 22 millions ;
Pour la banque de Nantes, 6 millions ;
Pour la banque de Lille, 5 millions ;
Pour la banque de Marseille, 20 millions ;
Pour la banque du Havre, 6 millions ;
Pour la banque de Toulouse, 5 millions ;
Pour la banque d'Orléans, 5 millions ;

Art. 4. Pour faciliter la circulation, les banques départementales sont autorisées à émettre des coupures de 100 francs.

Pour la confection de ces coupures, il n'est point dérogé à l'art. 31 de la loi du 22 germinal an XI.

Art. 5. Les banques départementales sont autorisées exceptionnellement, en faveur des comptoirs nationaux d'escompte, à admettre ses effets sur place qui leur seraient remis par ces établissements.

Art. 6. Les banques départementales adresseront deux fois par semaine le compte de leurs situations au ministre des finances et au ministre de l'agriculture et du commerce.

Art. 7. Les ministres des finances, de l'agriculture et du commerce sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 25 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Au *Moniteur* du 24 mars, ordre du jour nommant une commission pour examiner la conduite de quelques invalides, au lieu de : lieutenant-colonel Chassas, il faut lire : lieutenant-colonel Charras.

Compte rendu des Clubs.

AVIS IMPORTANT.

Le Comité révolutionnaire, qui a déjà pris l'initiative d'une réunion de délégués des différents clubs, invite de nouveau les délégués de tous les clubs républicains et de toutes les corporations d'ouvriers du département de la Seine à se réunir en comité central, pour les élections à l'Assemblée nationale, aujourd'hui dimanche, 26 mars, à 7 heures du soir, au Palais-National, ci-devant Palais-Royal. On sera reçu par deux citoyens à la grande grille d'entrée sur la place, en face du Château-d'Eau.

CLUB DES HOMMES LIBRES.

Séance du 25 mars.

La séance est ouverte à huit heures.

Le président donne connaissance au club du résultat des démarches faites par la commission pour se procurer un local public où le club pût définitivement siéger.

Le président met à l'ordre du jour d'aujourd'hui la discussion des élections de la garde nationale.

Le citoyen Collavre développe une proposition tendante à ce qu'un mandat impératif sérieux et explicite soit proposé aux candidats aux grades de la garde nationale. — Il demande qu'une commission soit nommée pour élaborer un projet de mandat impératif à soumettre aux discussions du club.

Le citoyen Langrand recommande au travail de la commission la question de savoir si, dans l'hypothèse où l'Assemblée nationale serait hostile au mandat impératif de la garde nationale, la garde nationale devrait maintenir son concours à l'Assemblée nationale.

Après quelques observations des citoyens Lemarchand, Grasseau, Langrand, Collavre, une commission est nommée à l'unanimité. Elle se compose des citoyens Collavre, Trompette, Delahaye, Grasseau, Vandin, Thiboust, Fleurquin, Rehoul.

La commission se réunira demain dimanche, à deux heures, chez le citoyen commandant Delahaye, impasse du Doyenné, 8.

Le citoyen Grasseau dépose une proposition ainsi conçue : « Un représentant du peuple peut-il accepter des fonctions publiques ou les conserver? Peut-il exercer une profession quelconque? » Cette proposition sera mise à l'ordre du jour prochain.

Le citoyen Delahaye demande qu'on avise au moyen d'éclairer les jeunes gens qui les ignorent sur leurs droits et leurs devoirs électoraux.

Il dépose sur le bureau une proposition tendant à réaliser ce moyen.

Des délégués du club iront faire part de la proposition aux autres clubs. — On en fera passer, avec prière de l'insérer, une expédition à la *Réforme*, au *National*, à la *Démocratie pacifique*.

La proposition du citoyen Delahaye est mise aux voix et adoptée.

CLUB DU PROGRÈS.

(Séance du 24 mars. — Huber, président.)

La séance est ouverte par la lecture de l'adresse ainsi conçue qui, à la séance du 22, a été votée sur la proposition du citoyen Elbel :

A nos frères de l'Allemagne, de l'Italie et de la Pologne.

« Chaque fois que la liberté d'une nation est menacée, le plus saint, le plus sacré des devoirs d'un citoyen est de protester les armes à la main. Chaque fois que le despotisme vient tremper ses mains sacrilèges dans le sang d'hommes généreux, chaque fois qu'un tyran veut élever son trône sur les cadavres d'un peuple, les nations doivent se lever en masse pour punir et chasser les oppresseurs.

« Courage, frères! accomplissez la noble tâche que vous avez si dignement et si vaillamment commencée. Votre sœur et amie, la France, fait les vœux les plus ardents et les plus sympathiques pour vous; et, soyez-en bien convaincus, le jour n'est pas si loin où des deux pôles un immense cri montera jusqu'au ciel; ce cri, que dans une fraternelle étreinte tous les peuples répéteront, sera : Liberté, Egalité, Fraternité... Et la voix des peuples, frères! c'est la voix de Dieu. »

L'adresse a été accueillie par d'unanimes applaudissements, et la communication aux autres clubs en a été votée.

Le capitaine Blaize refuse la candidature au grade de lieutenant-colonel, attendu que le président Huber a déjà été proposé, et que d'ailleurs il n'habite pas dans l'arrondissement. Il se retire en faisant de vifs remerciements à l'assemblée et en l'engageant à nommer pour chefs le plus d'ouvriers possible.

Le citoyen Stiller, ancien sous-officier de cuirassiers, condamné dans l'affaire des sous-officiers de Lunéville, a été proposé au grade de chef de bataillon dans la 2^e légion. Les renseignements les plus honorables ont été fournis sur le candidat, homme de cœur et d'énergie, dévoué corps et âme à la République; il a prouvé par sa profession de foi, *Vivre et mourir pour la République!* qu'il était en tous points digne de commander un bataillon.

Le citoyen Homberg, membre de la commission d'enquête, fournit, sur le candidat au même grade, Elbel, des renseignements desquels il résulte qu'en février il a été un des premiers à la tête des combattants, lorsque ceux-ci agissaient isolément et sans chefs; que dans la matinée du 24 il s'est un des premiers emparé du convoi d'artillerie, sur le boulevard, pour avoir des munitions; qu'enfin menant une troupe de combattants à l'assaut du Château-d'Eau, et comprenant combien il était important de ne pas être pris entre deux feux, il a parlementé et obtenu la capitulation de la compagnie de voltigeurs qui gardait la porte du Palais-Royal.

Le citoyen Homberg lit la copie d'un certificat déposé au Luxembourg, concernant le citoyen Elbel :

« Moi Frère, lieutenant au 74^e de ligne, de garde au Palais-Royal, le 24 février, j'affirme que le citoyen Elbel a, par son énergie et sa belle conduite, tiré soixante voltigeurs et moi qui les commandais d'une situation très-épineuse. Entouré de combattants, mes paroles de conciliation n'étaient pas écoutées, lorsque le citoyen Elbel, qui était à leur tête, leur fit une vive et chaleureuse allocution. Grâce à cette intervention généreuse, il n'y eut point d'inutile effusion de sang, et ces combattants, d'hostiles qu'ils étaient, assurèrent la retraite de mon détachement jusqu'à la caserne de la Pépinière.

Signé : FRÈRE, lieutenant.

— Je soussigné, colonel du 74^e, m'empresse de joindre à ce certificat mes remerciements et assurer de ma vive et sincère reconnaissance le citoyen Elbel, qui a si dignement et si bravement rempli un acte d'humanité en sauvant du plus grand péril soixante voltigeurs et un officier de mon régiment.

Signé : BALIGAU, colonel.

Vive la République!

— Je soussigné, certifie avoir été présent à l'affaire ci-dessus relatée. Ce n'est donc pas seulement rendre hommage au courageux Elbel en disant que sa conduite a été admirable d'énergie et de sang-froid, mais bien constater un fait.

DUPETITMONT,

capitaine en second de la 2^e comp., 4^e bat., 5^e lég.

Le citoyen Elbel a dix ans de services militaires et a fait la guerre en Afrique. Il fait sa profession de foi, qui se résume par son adresse aux démocrates allemands, italiens et polonais.

Le citoyen Stiller, sur l'interpellation du citoyen Saint-Juvin, donne des détails sur la conspiration de Lunéville.

Plusieurs citoyens ont cru reconnaître un parti pris dans l'omission de l'adresse, sur une liste de candidats, de Clément Thomas, proposé au grade de colonel.

Étranger.

ITALIE.

D'après les derniers avis reçus de Turin, le Piémont aurait pris une attitude décisive dans la lutte engagée entre les troupes autrichiennes et les populations du Milanais.

40,000 hommes de troupes sardes ont été dirigés sur Milan; une arrière-garde de 30,000 hommes les suit de près. Des bataillons de volontaires s'organisent et sont aussitôt armés, habillés et payés. Des fusils, en très-grand nombre, sont expédiés en Lombardie pour l'armement des paysans.

D'autres nouvelles annoncent qu'une insurrection aurait éclaté à Chambéry, que le drapeau français y aurait été arboré, ainsi que dans presque toute la Savoie.

— Le Gouvernement provisoire a reçu de son commissaire à Lyon une communication ainsi conçue : « Je vous envoie des renseignements certains m'annonçant que la Savoie et la rivière de Gènes veulent se soulever et se réunir à la France. »

Ces renseignements sont extraits d'une dépêche télégraphique datée d'Avignon le 21 mars.

Il n'est arrivé aujourd'hui à Paris aucune lettre du Milanais; les communications paraissent coupées.

PRUSSE.

Il paraît qu'il s'est passé à Berlin des scènes dignes de la rue Transnonain. Les rois, pour se défendre, usent partout des mêmes moyens. Voilà la grande école des peuples!

Faits divers.

Beaucoup de gardes nationaux ont pensé qu'il suffisait d'être inscrit sur les contrôles de la garde nationale pour être porté d'office sur les listes électorales; c'est une erreur; il est indispensable pour être admis à voter de se faire expressément inscrire sur les listes.

Nous ajouterons quelques mots à cet avis publié par la *Presse*. Nous nous sommes présentés nous-même au 2^e arrondissement pour nous faire inscrire sur les listes électorales : « Êtes-vous de la garde nationale? nous a demandé l'employé chargé des inscriptions. — Oui. — Eh bien, vous serez porté d'office; rapportez-vous-en à moi. — Cependant des placards répandus dans tout Paris disent que cela ne suffit pas; ayez la bonté de prendre mon nom. » Que tous les citoyens exigent ainsi l'inscription du leur, s'ils ne veulent point au jour des élections se trouver de fait en dehors de la nation. Qui sait si l'on ne cherche pas à en exclure un grand nombre, et à réaliser cette monstrueuse distinction de *pays légal* et de *pays non légal*, c'est-à-dire hors LA LOI! Le fait que nous rapportons doit le faire craindre. Citoyens, veillez et hâtez-vous!

— Hier, à la Sorbonne, a eu lieu la séance du comité électoral de la Creuse. Les candidats qui n'invoquaient d'autres titres que leur dévouement au gouvernement déchu, ou à ses annexes, que leur opposition mesquine et tardive ont été rejetés. Les candidatures de l'ouvrier citoyen Nadaud et du citoyen Gadon ont été accueillies avec faveur. Les antécédents de ces patriotes étaient une garantie de l'avenir. Environ mille personnes étaient présentes à la séance.

— Dans un petit club de petits gardes nationaux du petit commerce, quelques citoyens croient devoir prendre la parole uniquement pour donner leurs noms, leurs professions et leurs adresses. Il s'agit cependant de bien autre chose!

— 140 fr. déposés entre les mains du préfet de police par quatorze crieurs de la marée pour les blessés de Février.

— 205 fr. par les employés de la Vallée, comme don patriotique à la République.

— M. G. H..., fabricant de crayons, a fait don à la République de bijoux et propose de s'imposer extraordinairement.

— M. Benoit, fondateur de la manufacture nationale d'horlogerie à Versailles, dépose, à titre de don patriotique, une montre marine; le produit de la vente en sera versé dans les caisses de la République.

« Il faudrait, dit le citoyen Benoit, que tous les fabricants et commerçants français dont les magasins, par suite de la stagnation des affaires, sont encombrés de marchandises confectionnées, offrissent, à titre de don patriotique, un ou plusieurs de leurs produits quels qu'ils soient;

« Que ces dons fussent déposés dans un local où la vente pourrait en être opérée au profit de l'Etat, même à prix réduit. »

— Miles Forcastel et Cerroier, institutrices à Versailles, font déposer, à titre de don patriotique, une somme de 100 fr.

— Les charbonniers du 2^e arrondissement de Paris apportent le produit d'une souscription faite entre eux et s'élevant à 520 fr.

— Les actes de bienfaisance qui se manifestent sous toutes les formes et viennent en aide aux efforts du Gouvernement provisoire méritent d'être encouragés par tous les bons citoyens. — Un grand festival dansant paré et travesti, au bénéfice des *Crèches du département de la Seine*, aura lieu le 30 courant, jour de la mi-carême, au Jardin-d'Hiver. On en dit d'avance des merveilles.

— Les citoyens du département de la Corse résidant à Paris se sont réunis en comité électoral pour assurer un plein succès à la cause démocratique, qui se trouve essentiellement conforme aux idées et aux traditions de ce pays.

Dans la séance du 22, le citoyen Louis Blanc, qui est d'origine corse par sa mère, a été l'objet d'une ovation.

L'assemblée a désigné, pour se mettre en rapport avec le comité central de Paris, les citoyens :

Poggiale, président; Jean Chiappini, vice-président; Sylvestre Robaglia, Dominique Pasqualini, Casanova Pennachione, Jacques Susini, Paul Marcelli, Etienne Pomonti; Louis Nyer, secrétaire.

— On nous prie de faire savoir que le citoyen Hippolyte Belloc, qui vient d'être nommé avocat général à Lyon par le Gouvernement provisoire, n'a rien de commun avec un autre M. Belloc qui avait été substitut du procureur général à Lyon au temps des procès politiques. M. Hippolyte Belloc n'avait jamais exercé aucune espèce de fonctions publiques avant la révolution.

— On assurait aujourd'hui à la Bourse qu'un ordre impérial, arrivé hier de Saint-Petersbourg à Paris, enjoint à tous les Russes habitant la France d'en sortir avant le 24 de ce mois.

— Un des solliciteurs de places, si nombreux aujourd'hui, vient d'adresser une demande à M. Arago, ministre de la marine, en le qualifiant d'*Altesse républicaine*.

— La nouvelle des événements de France n'a pas produit une sensation moindre en Orient qu'en Europe. A Athènes, où venait d'arriver M. Mussurus, l'ambassadeur turc, on exprimait tout haut le regret d'avoir consenti à accepter l'*ultimatum* de la Russie, et l'on disait que, si la chose était encore à refaire aujourd'hui, la Grèce, qui n'avait cédé que parce qu'elle s'était vue abandonnée par M. Guizot, résisterait aux prétentions de la Turquie.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.